

EUROPE-ASIE

Le premier sommet euro-asiatique doit déboucher sur un engagement ferme en faveur des droits de l'homme

Index AI : IOR 30/01/96

Embargo : mardi 27 février 1996 à 00 h 01 GMT

Alors que s'ouvre en Thaïlande le premier sommet euro-asiatique, rassemblant 25 chefs d'État et de gouvernement, Amnesty International lance un appel aux participants pour qu'un engagement ferme relatif aux droits de l'homme soit mis à l'ordre du jour.

Les gouvernements qui se rendent à cette réunion souhaitent qu'elle contribue à promouvoir le dialogue entre les deux continents, en particulier dans le domaine du commerce et des investissements. Selon l'Organisation, cependant, tout dialogue digne de ce nom implique que soit reconnue la complémentarité entre la protection des droits civils et politiques et l'expansion soutenue dans le domaine économique.

« Le commerce et les droits de l'homme ne sont pas contradictoires, a déclaré Amnesty International. Soit de se limiter à une question d'argent, le développement est lié à la possibilité qui est laissée aux gens de vivre et de participer à leur propre société. Tous les gouvernements présents devraient, au minimum, réaffirmer le caractère universel et indivisible des droits fondamentaux. »

« Les gouvernements participant au sommet devraient accompagner cette affirmation de mesures concrètes visant à garantir le respect des droits de l'homme dans toute l'Europe et l'Asie. Les sommets internationaux sont souvent l'occasion de beaux discours qui ne débouchent pas sur des actions. »

Pour Amnesty International, cette conférence devrait permettre aux États d'instaurer un dialogue permanent au cours duquel seraient abordées concrètement les questions relatives aux droits de l'homme. Un suivi régulier dans ce domaine devrait donner lieu à des mesures efficaces.

« Les problèmes relatifs aux droits de l'homme ne concernent pas qu'un des continents représentés au sommet, a souligné l'Organisation. Les mauvais traitements imputables à des policiers sont un problème en Allemagne comme en Indonésie et il existe des prisonniers d'opinion en Grèce comme en Chine. »

Amnesty International a exhorté les gouvernements d'Asie et d'Europe présents à la conférence à renoncer aux polémiques anciennes portant sur la place à donner aux droits de l'homme dans les stratégies régionales de coopération et de développement. Elle leur a demandé de tenir compte des souhaits des peuples qu'ils représentent.

« Ce n'est pas l'Occident qui dit à l'Asie ce qu'elle doit faire, mais ce sont les populations asiatiques elles-mêmes qui demandent que soient respectés les droits de l'homme. Les gouvernements devraient écouter ce que les habitants de la région demandent », a déclaré Amnesty International.

Au cours de la préparation du sommet, certains gouvernements ont invoqué de prétendues différences de valeurs pour justifier l'absence des droits de l'homme dans les débats.

« Essayez d'expliquer à la mère de la jeune Indonésienne torturée à mort en raison de ses activités pacifiques en faveur des droits des travailleurs, ou aux parents de tous ceux qui ont été tués sur la place Tiananmen, que ces décès se rattachent en quelque sorte à une tradition culturelle asiatique, ce qui les rendrait excusables », a réagi Amnesty International.

La Déclaration de Vienne adoptée lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993 réaffirme que « tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés » et que « la promotion et la protection de tous les droits de l'homme sont une

préoccupation légitime de la communauté internationale ». Les États participant au sommet euro-asiatique, qui se sont engagés antérieurement à respecter cette déclaration, doivent placer cet engagement à la base de toute action régionale de coopération et de développement, a souligné l'Organisation.

Des organisations non gouvernementales (ONG) sont également réunies à Bangkok pour un Forum parallèle. Amnesty International demande aux gouvernements de reconnaître le rôle fondamental des ONG en ce qui concerne la promotion d'une coopération étroite entre les deux continents. De nombreux membres de ces ONG sont dans leur pays la cible de la répression ; les États participant au sommet devraient veiller à ce que ces personnes puissent mener leurs activités sans subir d'intimidation et en bénéficiant d'une protection suffisante l